Belleme : 1, rue Charles-de-Moyssac, en l'Est-Indochinois, comme il a été constaté un jour.

2. FENICHOPE Julien, ratichon, introducteur. Faux domicile : 23, rue du Chantefour.

3. DECOE Henri habite Belleme. Né en 1873 à Steenweerde. Faux domicile : 4, place Genevievère, où il est inconnu comme il a constaté un jour.

4. MEYER Léon, ratichon. Introducteur. Né en 1884 à Metheron. Faux domicile : 14, boulevard Bigo-Danel.

5. DELVALLEE Denis, ratichon à Rummegies-Chin (Belgique). Né en 1878 à St-Sauveur. Faux domicile : rue d'Isly, 79.

6. DENIS Constant, ratichon en Belgique. Né en 1884 à Loon-Plage. Faux domicile : rue d'Isly, 25.

7. MAYEUX Augustin, ratichon à Rummegies-Chin (Belgique). Né en 1878 à Hainnes. Faux domicile : rue du Chevalier de l'Espérance.

8. NUEL Norbert, ratichon à Rummegies-Chin (Belgique). Né en 1878 à Schiffange (Luxembourg). Faux domicile : chez Dambrine, 83, rue d'Esquermes.

9. COGNET François, ratichon à Rummegies-Chin (Belgique). Né en 1881 à Courlesout. Faux domicile : 1, rue de la Bourdonnais.

10. GAILLOUX André, ratichon en Belgique. Né en 1859 à Tréange. Faux domicile : 58, rue d'Isly.

11. NEVEU Alphonse, ratichon en Belgique. Né en 1877 à Polilly (Loiret). Faux domicile : rue de Loos, 4.

12. GAZEL Jules, ratichon en Belgique. Né en 1847 à Joazeux (Ardèche). Faux domicile : 72, rue d'Esquermes.

13. GUIRAUD Adrien, ratichon en Belgique. Né en 1845 à Saint-Esprit. Faux domicile : 50, rue de Loos.

14. SCHWETZER Nicolas, ratichon en Belgique. Né en 1865 à Bassemah. Faux domicile : 12, rue Pierre-Marcel.

15. TOULOUSE Auguste, ratichon à Rummegies-Chin (Belgique). Né en 1877 à Douai. Faux domicile : rue de Canteleu, cour Buisson.

16. DELGUEL Antoine, ratichon en Hollande. Né en 1880 à Berlinghères (Dordogne). Faux domicile : 18, rue de Tournai.

17. ANGER Oscar, ratichon en Belgique. Né en 1876 à La Madeleine. Faux domicile : rue des Urbanistes.

18. GUINET Antonin, ratichon à Waerghem (Belgique). Né en 1876 à La Follière (Isère). Faux domicile : rue Auber, 6.

19. GAUDRON Charles, ratichon, introducteur. Né en 1876 à Cambrai. Faux domicile : 4, rue Fulton.

20. RAMEL Denis, étudiant, introducteur. Né en 1881 à Venose (Isère). Faux domicile : 120, rue d'Esquermes.

21. FEYRON Jules, employé, introducteur. Né en 1879 à Marlies (Loire). Faux domicile : rue d'Hondschoote (cour Morel).

22. PAQUET Joseph, étudiant, introducteur. Né en 1882 à Saint-Maximilien. Faux domicile : 28, rue d'Esquermes.

23. MAILLIERE Léon, étudiant, introducteur. Né en 1884 à Marignies (Hlle-et-Vilaine). Faux domicile : 14, rue Fulton.

24. LANGELIN Georges, étudiant, introducteur. Né en 1884 à Saint-Mandé. Faux domicile : 143, boulevard Montebello.

25. HERBETTE Joseph, ratichon, introducteur. Né en 1878 à Arras. Faux domicile : 5, rue d'Anstérie.

26. MONTIER Charles, infirmier, introducteur. Né en 1882 à Calais. Faux domicile : 23, rue de la Bassée.

27. DESREUMAUX Benoit, domestique, introducteur. Né en 1872 à Quennoy-sur-Dentelle. Faux domicile : 6, rue d'Albertain.

28. CHEVALIER Victor, introducteur. Né en 1862 à Villeparisis. Faux domicile : 8, rue de la Bassée.

29. PASSEU Edouard, instituteur libre, introducteur. Né en 1852 à Méteren. Faux domicile : 23, rue d'Esquermes.

Les 11 faux électeurs qui se sont dénoncés

Et voici enfin onze faux électeurs, tous ratichons, qui se sont dénoncés eux-mêmes. Ils sont tous du canton Sud-Ouest, ce qui porte avec les 248 noms que nous avons donnés le chiffre des électeurs de ce canton à un minimum déjà reconnu de 249.

1. LOUVAIN Alexandre, né le 25 octobre 1861, à Vandeloire, faux domicile : rue d'Esquermes, 120, canton Sud-Ouest (Inconnu, actuellement en Belgique).

2. WATTELOT Henri, né le 8 juin 1835, à Anconnein ; faux domicile : Place de l'Arbonneuse, 6, canton Sud-Ouest (Inconnu, actuellement en Belgique).

3. FAUVELLE Auguste, né le 16 juillet 1867, à Mory ; faux domicile : rue Boissy-d'Angias, 6, canton Sud-Ouest (Inconnu, actuellement en Belgique).

4. FLOURET Eustache, né le 1er septembre 1867, à Desvres ; faux domicile : rue d'Esquermes, 120, canton Sud-Ouest (Inconnu, actuellement en Belgique).

5. GUERIN François, né le 7 janvier 1848, à Effremetz (Haute-Savoie), canton Sud-Ouest, rue Boissy-d'Angias, 6 ; faux domicile : (Inconnu, actuellement en Belgique).

6. DUPUIS Louis, né le 7 mai 1881, à Jambes ; faux domicile : rue de Canteleu, 7,

canton Sud-Ouest (Inconnu, actuellement en Belgique).

7. GERSONNEL Desiré, né le 21 mars 1858, à Lallaing ; faux domicile : rue de Canteleu, 7, canton Sud-Ouest (Inconnu, actuellement en Belgique).

8. SALENTIN J.-Bia, né le 12 novembre 1873, à Vaulx-Vraucourt ; faux domicile : rue de Canteleu, 7, canton Sud-Ouest (Inconnu, actuellement en Belgique).

9. BEUDART Jules, né le 4 août 1875, à Cassel ; faux domicile : 3, rue du Chantefour (Inconnu, actuellement en Belgique, à Rummegies-Chin).

10. GOMY Constant, qui écrit de Belgique mais qui est introducteur.

11. GARDON François, né en 1870 à Berty ; faux domicile : 5, rue de La Bassée. (En Belgique probablement).

Avec tout cela notre compte est au complet. Et dira-t-on qu'il aura fallu quinze jours d'efforts au mal-élu Binauld pour arriver à retrouver quelques électeurs seulement sur 350 que nous annonçons comme bien perdus et qui le demeurent.

La Journée de clôture a été prise par la discussion et le vote de vœux en faveur des Accidentés du Travail et des Indigènes de l'Indo-Chine

Le Congrès annuel de la Ligue des Droits de l'Homme qui avait commencé ses travaux samedi matin a été clos hier lundi soir. Les deux séances de cette dernière journée furent présidées par M. Vien, président de la Fédération de l'Hérault. Elles furent consacrées principalement à la discussion et au vote de vœux en faveur des Accidentés du Travail et des Indigènes de l'Indo-Chine.

LA SEANCE DU MATIN

Les accidents du travail

COMMENT LA LOI DE 98 DEVAIT ETRE APPLIQUEE

M. le docteur Dolsy, député des Ardennes, membre du Comité Central de la Ligue, avait établi un long rapport sur les « Accidents du Travail », il est dit entre autres dans ce rapport :

« Si nous abordons la question des accidents de travail, nous voyons qu'à chaque instant un victime se trouve lésé dans ses droits les plus authentiques, béré, hélas ! malgré la loi. Celle-ci est violée le plus odieusement qu'il soit possible par les compagnies financières qui se sont donné la mission d'exploiter la douleur ouvrière, doublement morale et physique. Les accidents de ces compagnies n'ont plus de buts. Estimant que leurs dividendes ne sont pas encore suffisamment élevés, les puissantes sociétés rêvent d'un véritable coup d'état qui ruinerait tout le bénéfice de la loi de 1898 : elles travaillent soigneusement à arracher hypocritement au blessé le libre choix de son médecin. Leur campagne systématique ne fait plus de doute pour personne. Il faut en déjouer les résultats. »

M. Dolsy exposa de façon très éloquent les motifs de son rapport se résumant dans ces considérations :

« Je constate que la jurisprudence a trop souvent dénaturé la pensée du législateur dans l'interprétation de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

« Convaincu qu'il est urgent de mettre les maîtres à l'abri des entreprises adrociées et maladroites de nombreux compareurs, je propose de leur retirer le libre choix de leur médecin, de leur garantir l'assurance ;

« Décidé à défendre énergiquement le litte essentielle pour celui-ci. »

Une grande discussion s'ouvrit alors.

UNE PLUIE DE VŒUX

M. D'HARCOURT, avocat, président de la Fédération des Saintes, demanda l'abrogation de l'article 20 de la loi disant que lorsqu'il est prouvé que l'accidenté a commis une faute inexcusable, l'indemnité est diminuée.

M. CHAMARD, instituteur, demanda ensuite que la législation soit étendue aux bûcherons et aux ouvriers agricoles, et que la loi relative aux maladies professionnelles votée par la Chambre, soit discutée par le Sénat.

M. GENE BLOCH, avocat à Paris, parla de l'organisation de l'assistance effective des Accidentés devant le Président du Tribunal Civil. Il signala que les bureaux d'assistance judiciaire se composent souvent d'avocats, d'avoués et d'agents à la solde des Compagnies d'assurance et réclama la présence d'ouvriers dans ces bureaux.

Il montra encore comment certains experts recevaient illégalement de l'argent des Compagnies d'assurance, ce qui peut les faire soupçonner à juste raison de partialité. Enfin il demanda qu'un contrôle effectif soit organisé sur les Compagnies d'assurance, les Ministères du Travail et de la Justice.

M. SCHWAB, président de la Fédération des Voies, et M. LHERMITTE, de Paris, prièrent la défense des militaires victimes d'accidents.

M. GOUNELLE, avocat à Hanot, sollicita l'intervention près du Gouvernement du Comité central pour que ce dernier réclame l'application de la loi en Indo-Chine où le gouverneur général a pu constater lui-même dernièrement que dans les mines, par exemple, des centaines de centaines de travailleurs mutilés étaient abandonnés sans secours et sans soins.

Après avoir déclaré que la loi de 98 était bonne, qu'elle rendait d'immenses services à la classe ouvrière, et qu'elle faisait honneur à la République, M. MONTET, président de la Fédération de Lyon, démontra que fort souvent les bons effets de cette loi étaient détrempés. Pour limiter l'arbitraire dont fait preuve fort souvent les experts, l'orateur préconisa l'emploi du système allemand pour l'établissement d'un tableau fixe d'évaluation d'incapacités professionnelles. Perte de bras, jambe, doigt ou œil, est tarifée... La loi serait ainsi rendue égale pour tous.

Selon l'orateur, beaucoup de médecins

La Rentrée au Palais Bourbon

L'élection du bureau

Paris, 1er juin. — A deux heures précises, M. de Mackau, doyen d'âge, fait son entrée, suivi des six plus jeunes membres de l'Assemblée, qui doivent l'assister comme secrétaires d'âge. Derrière lui s'engouffrent assis dans la salle un grand nombre de députés. Pendant près de vingt minutes, ce ne sont que congratulations, félicitations, serments de mains, un brouhaha intense de conversations.

Les bancs des ministres sont : MM. René Renoult, Raoul Péret, Malvy, Maginot. Les socialistes nouvellement élus n'ont pu trouver de place au milieu de leurs camarades ; une quarantaine d'entre eux sont placés à droite, ainsi d'ailleurs qu'un assez grand nombre de radicaux-socialistes.

M. Cassin assiste à la séance ; il a le nez entouré d'ouate, en raison de l'accident dont il fut victime hier.

A 2 heures 20, le Président d'âge déclare la séance ouverte. Il invite les six plus jeunes membres de l'Assemblée à prendre place auprès de lui comme secrétaires. Ce sont MM. Angès, Chaigne, Forgeot, Flanin, Le Bail et Reille.

M. de Mackau donne ensuite lecture du discours.

Aussitôt après, le scrutin pour la nomination du président provisoire est ouvert. Les députés défilent à la tribune.

M. Deschanel, élu Président

Le scrutin est clos à 3 h. 25. On procède au dépouillement.

Le scrutin est ouvert pour la nomination de deux vice-présidents provisoires. Le scrutin dure une demi-heure.

Le scrutin pour l'élection du président donne les résultats suivants :

MM. Paul Deschanel, 401 voix, élu ; Vaillant, 101 ; Divers, 25.

Les vice-présidents

Voici les résultats du scrutin pour les vice-présidents :

MM. Clémentel, 288 voix ; Augagneur, 275 ; Rabier, 174 ; Messimy, 163.

M. Clémentel est proclamé vice-président de la Chambre.

Il y a ballottage pour un autre vice-président.

On procède au scrutin.

Le scrutin est clos à 5 h. 10.

La séance est suspendue. Elle est reprise à 5 h. 25.

Le Président donne lecture des résultats du 2e tour de scrutin pour l'élection d'un deuxième vice-président provisoire :

Ont obtenu : MM. Messimy, 213 voix ; Augagneur, 211 ; Rabier, 39.

Il y a ballottage.

Le scrutin pour un troisième tour est ouvert à 5 h. 30. Il est clos à 6 heures.

La séance est suspendue.

M. MESSIMY EST ELU

La séance est reprise à 6 h. 15.

Le Président fait connaître le résultat du troisième tour de scrutin pour la nomination d'un deuxième vice-président provisoire.

Ont obtenu : MM. Messimy, 228 voix ; Augagneur, 204.

En conséquence, M. Messimy est proclamé vice-président de la Chambre.

Le Président d'âge invite M. Deschanel à monter au fauteuil présidentiel.

M. Deschanel prend place au fauteuil et prononce une allocution.

On procède ensuite au tirage au sort des bureaux.

La séance est levée à 6 h. 25 et renvoyée à mercredi 4 heures, pour les validations.

ESSENCE POUR AUTOS

MOTEURINE

Les Droits de l'Homme, à Lille

La Journée de clôture a été prise par la discussion et le vote de vœux en faveur des Accidentés du Travail et des Indigènes de l'Indo-Chine

Le Congrès annuel de la Ligue des Droits de l'Homme qui avait commencé ses travaux samedi matin a été clos hier lundi soir. Les deux séances de cette dernière journée furent présidées par M. Vien, président de la Fédération de l'Hérault. Elles furent consacrées principalement à la discussion et au vote de vœux en faveur des Accidentés du Travail et des Indigènes de l'Indo-Chine.

LA SEANCE DU MATIN

Les accidents du travail

COMMENT LA LOI DE 98 DEVAIT ETRE APPLIQUEE

M. le docteur Dolsy, député des Ardennes, membre du Comité Central de la Ligue, avait établi un long rapport sur les « Accidents du Travail », il est dit entre autres dans ce rapport :

« Si nous abordons la question des accidents de travail, nous voyons qu'à chaque instant un victime se trouve lésé dans ses droits les plus authentiques, béré, hélas ! malgré la loi. Celle-ci est violée le plus odieusement qu'il soit possible par les compagnies financières qui se sont donné la mission d'exploiter la douleur ouvrière, doublement morale et physique. Les accidents de ces compagnies n'ont plus de buts. Estimant que leurs dividendes ne sont pas encore suffisamment élevés, les puissantes sociétés rêvent d'un véritable coup d'état qui ruinerait tout le bénéfice de la loi de 1898 : elles travaillent soigneusement à arracher hypocritement au blessé le libre choix de son médecin. Leur campagne systématique ne fait plus de doute pour personne. Il faut en déjouer les résultats. »

M. Dolsy exposa de façon très éloquent les motifs de son rapport se résumant dans ces considérations :

« Je constate que la jurisprudence a trop souvent dénaturé la pensée du législateur dans l'interprétation de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

« Convaincu qu'il est urgent de mettre les maîtres à l'abri des entreprises adrociées et maladroites de nombreux compareurs, je propose de leur retirer le libre choix de leur médecin, de leur garantir l'assurance ;

« Décidé à défendre énergiquement le litte essentielle pour celui-ci. »

Une grande discussion s'ouvrit alors.

UNE PLUIE DE VŒUX

M. D'HARCOURT, avocat, président de la Fédération des Saintes, demanda l'abrogation de l'article 20 de la loi disant que lorsqu'il est prouvé que l'accidenté a commis une faute inexcusable, l'indemnité est diminuée.

M. CHAMARD, instituteur, demanda ensuite que la législation soit étendue aux bûcherons et aux ouvriers agricoles, et que la loi relative aux maladies professionnelles votée par la Chambre, soit discutée par le Sénat.

M. GENE BLOCH, avocat à Paris, parla de l'organisation de l'assistance effective des Accidentés devant le Président du Tribunal Civil. Il signala que les bureaux d'assistance judiciaire se composent souvent d'avocats, d'avoués et d'agents à la solde des Compagnies d'assurance et réclama la présence d'ouvriers dans ces bureaux.

Il montra encore comment certains experts recevaient illégalement de l'argent des Compagnies d'assurance, ce qui peut les faire soupçonner à juste raison de partialité. Enfin il demanda qu'un contrôle effectif soit organisé sur les Compagnies d'assurance, les Ministères du Travail et de la Justice.

M. SCHWAB, président de la Fédération des Voies, et M. LHERMITTE, de Paris, prièrent la défense des militaires victimes d'accidents.

M. GOUNELLE, avocat à Hanot, sollicita l'intervention près du Gouvernement du Comité central pour que ce dernier réclame l'application de la loi en Indo-Chine où le gouverneur général a pu constater lui-même dernièrement que dans les mines, par exemple, des centaines de centaines de travailleurs mutilés étaient abandonnés sans secours et sans soins.

Après avoir déclaré que la loi de 98 était bonne, qu'elle rendait d'immenses services à la classe ouvrière, et qu'elle faisait honneur à la République, M. MONTET, président de la Fédération de Lyon, démontra que fort souvent les bons effets de cette loi étaient détrempés. Pour limiter l'arbitraire dont fait preuve fort souvent les experts, l'orateur préconisa l'emploi du système allemand pour l'établissement d'un tableau fixe d'évaluation d'incapacités professionnelles. Perte de bras, jambe, doigt ou œil, est tarifée... La loi serait ainsi rendue égale pour tous.

Selon l'orateur, beaucoup de médecins

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

SAUVÉ PAR LA LIGUE

On remarqua sur l'estrade réservé au bureau la présence d'un asiatique. C'était un rescapé des horreurs commises en Indo-Chine par certains résidents.

Phan-Chu-Trinh était mandarin d'un village annamite. Il refusa d'obéir aux ordres du résident de la province qui voulait l'obliger à le secourir dans les abus de pouvoir qu'il commettait. Pour se venger le résident l'accusa d'avoir participé à un complot et le fit condamner à mort par le tribunal indigène.

La Ligue des Droits de l'Homme intervint et le condamné fut gracié. Phan-Chu-Trinh fut déporté au bagne de Ponto-Cordore. Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue, en sortit.

LES HORREURS DE LA CIVILISATION

Dans son rapport, M. MONTET démontra que des horreurs sont commises en Indo-Chine par certains résidents de notre civilisation.

Presque depuis sa fondation, dit-il, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de combattre en Indo-Chine les abus de pouvoir de tous genres dont se trouvaient victimes les indigènes de notre Colonie et de réclamer la concession de garanties de nature à les protéger.

Cette action n'a pas été sans résultats et la réclamation persistante de notre Ligue nous a permis, grâce au concours dévoué et courageux de nos sections et spécialement de celle d'Annam et de Tonkin, de faire reconnaître par le Gouvernement français les droits de l'indigène et de lui faire obtenir des lois de sauvegarde.

« Mais, certain, mort cher à son peuple, il fut gracié et renvoya en France. C'est ainsi qu'il est parvenu à fuir l'Indo-Chine par ses efforts incessants de la Ligue,